

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

L'ETINCELLE



النشأ

BULLETIN DU COMITE DE LIAISON DES
TROTSKYSTES ALGERIENS

Pour la Reconstruction de la
IV^e Internationale

-SOMMAIRE-

- | | |
|--|------|
| - Présentation | P 1 |
| - Déclaration du CLTA | P 3 |
| - Situation politique en Algérie | P 5 |
| - mort d'un dictateur nommé
Boumédiène | P 12 |
| - Tunisie, la crise du régime
reste ouverte | P 22 |
| - Le mouvement révolutionnaire
et la constituante au Pérou | P 29 |
| - Les journées d'août 1978,
appel pour la conférence européenne | P 36 |

FEV 1979

N°5

5^F

PRESENTATION

Le numéro 5 de l'Etincelle, en préparation depuis déjà un certain temps paraît dans un moment précis, à savoir la montée impétueuse de la révolution prolétarienne à l'échelle de la Planète .

En Iran où les masses par vagues de millions d'hommes ont chassé le CHAH et démantellent progressivement l'Etat bourgeois féodal compradore de l'impérialisme .

Au Pérou où les masses ouvrières, paysannes, jeunes s'organisent consciemment dans leurs organes prolétariens, les assemblées populaires, pour chasser le gouvernement des militaires .

En Europe, au coeur du système capitaliste, la crise des bourgeoisies s'aggrave . Elle atteint un tel degré que la classe ouvrière en prenant l'initiative, commence déjà à lever un par un les obstacles mis sur sa route par les appareils et se dirige inéluctablement vers la révolution prolétarienne, instaurant la dictature du prolétariat, dans la perspective des Etats Unis Socialistes d'Europe -

L'Ordre de Yalta et de Potsdam craque .

Les milliers d'ouvriers qui ont manifesté en Pologne contre Geirek augurent de l'unité de la révolution prolétarienne à savoir la révolution politique dans les pays dominés par la bureaucratie stalinienne parasitaire et la révolution sociale dans les pays capitalistes .

Enfin, la réunion du Bureau International du CORQUI , dans la 2ème semaine de Janvier 1979, exprime d'une façon consciente , un moment important de la reconstruction de la 4ème Internationale .

Pour vaincre il faut construire des sections nationales de la 4ème Internationale, dont certaines sont déjà des acteurs de la révolution prolétarienne . L'importance du pas franchi par cette réunion sur laquelle nous reviendrons parce qu'elle a mis en son centre la reconstruction de la 4ème Internationale, partant du CORQUI , nous met dans l'obligation à nous CLTA d'être à la hauteur des perspectives historiques , de construire en Algérie même le Parti ouvrier révol. et parallèlement d'accomplir nos tâches internationales .

Le mouvement des masses en Algérie, les grèves de Mai-Août 1977, la grève de la SONACOME d'Août 1978, les manifestations populaires de jeunes, de femmes jusqu'au dévouement des jeunes et des masses le jour de la mort du Colonel-Président , exprime à grands faits l'irruption des masses sur la scène politique . L'initiative de la classe ouvrière , des masses populaires s'exprime y compris en Algérie .

Les différents textes sur la situation politique en Algérie analysent précisément le degré élevé et le niveau atteint par la lutte des classes dans son expression nationale .

Le combat quotidien de nos camarades du POMR pour la révolution prolétarienne au Pérou prend la forme précise dans le combat pour l'Assemblée populaire nationale, organe des masses populaires pour libérer la nation opprimée , c'est le contenu de l'article sur le Pérou .

.../...

.../...

Le texte de nos camarades Trotskyistes tunisiens est une première réponse consciente au combat engagé par la classe ouvrière tunisienne contre l'Etat bourgeois dirigé par la sénile Bourguiba, ce combat qui a culminé dans la grève générale du 26 Janvier 1978, a marqué d'une façon définitive l'irréductible opposition entre la classe ouvrière et les masses populaires d'un côté et la classe bourgeois complice de l'autre.

Nous reproduisons dans ce n° de l'Etincelle, l'appel des journées internationales d'Etudes d'Août 1978, pour la conférence européenne de janvier 1979. De ces journées d'Août, la résolution a été prise de combattre partout et en même temps, la répression à l'Est comme à l'Ouest. Les résultats de cette campagne sont déjà prometteurs : libération du militant argentin Moréno, dirigeant du PST, au Brésil, libération de Dany Morisson, militant républicain, rédacteur en chef du journal "Républican News" en Irlande; libération du militant Jordi Gil, dirigeant du comité catalan contre la constitution, en Espagne; libération du militant républicain James Mac Cann en France.

La libération de Philippe Riés, journaliste d'Informations Ouvrières et militant de l'OCI, en Pologne -

Cette campagne culminera dans le meeting du 29 Janvier et impulsera fortement le combat pour la libération de Sabata, en Tchécoslovaquie, de Swi Thon en Pologne, de Habib Achour en Tunisie.

Ce numéro 5 de l'ETINCELLE, entre pleinement dans la préparation de la conférence du CLTA.

CLTA



CLTA

COMITE DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGERIENS (CLTA) (Pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

DECLARATION

LE PEUPLE ALGERIEN DOIT DECIDER ! CONSTITUANTE SOUVERAINE !

Après deux mois de silence et de mensonges éhontés, l'appareil d'Etat reconnaît aujourd'hui que BOUMEDIENE, l'homme qui dans l'Etat actuel détenait tous les pouvoirs, est dans un état critique.

Tout le monde sait maintenant, qu'en tout état de cause, BOUMEDIENE ne pourra plus assumer la direction de l'Etat.

Tous s'accordent à le souligner : une atmosphère de tension et d'angoisse règne actuellement en Algérie.

Les appels officiels à resserrer les rangs autour des autorités politiques se multiplient.

Mais pourquoi donc la disparition d'un seul homme provoque-t-elle autant d'angoisse et de désarroi ?

La réponse est simple : parce que le régime algérien était bâti autour de lui et que la disparition du bonaparte ouvre la crise politique d'un régime dont tous redoutent l'issue en Algérie et sur l'ensemble du Maghreb, un régime dans lequel le peuple algérien n'avait aucun moyen de décider, ni même de faire entendre sa voix.

Mais quel était donc la fonction du régime fondé sur le pouvoir personnel sans contrôle et sur la coercition arbitraire de l'armée et de la police ?

Le régime bourgeois failli de Boumedienne

Le putsch du 19 juin 1965, organisé par Boumedienne s'appuyant sur son ANP contre-révolutionnaire, n'avait pour objectif d'instaurer un régime ni socialiste, ni populaire. Ses tâches étaient claires : réaliser — sur la base des accords d'Evian que toutes les fractions du FLN ont approuvés — les objectifs que la débile bourgeoisie algérienne et son premier tuteur Ben Bella n'avaient pu entièrement mener à terme : construire un Etat bourgeois.

La construction de l'Etat bourgeois supposait, au lendemain de l'indépendance, pour le moins : discipliner l'UGTA et l'UNEA, expulser les travailleurs et les paysans des positions occupées, dissoudre la première Assemblée nationale, abroger la première Constitution, vider le FLN et la JFLN de toute vie politique réelle, interdire toutes libertés démocratiques, bref confisquer les fruits du combat pour lequel le peuple algérien a sacrifié un million et demi de ses enfants au cours de sa lutte révolutionnaire d'indépendance nationale.

— C'est parce qu'il s'est appuyé sur l'ANP — à l'époque seule force contre-révolutionnaire homogène — et les forces de répression (gendarmerie, sûreté militaire, police) que BOUMEDIENE et son « Conseil de la Révolution » ont pu construire L'ETAT DE FAIT, l'Etat de la dictature militaro-policière, de l'arbitraire.

— Boumedienne a eu beau déployer tous les efforts pour maintenir une chape de plomb sur le peuple algérien, les revendications fondamentales du peuple travailleur devaient inévitablement se manifester et utiliser pour s'exprimer les premiers signes apparents de la crise de l'appareil d'Etat.

— Depuis 1972, et surtout depuis la grève de la SNS-KOUBA de 1974, la classe ouvrière est entrée dans la lutte pour la défense de ses intérêts essentiels nourrissant la lutte des étudiants et de la paysannerie pauvre, et plus largement aujourd'hui du peuple opprimé.

Incapable de résoudre la crise économique, pris à la gorge par l'impérialisme toujours plus exigeant, BOUMEDIENE devait faire face à un puissant mouvement de masse.

Les grèves répétées des étudiants, la puissante vague de grèves ouvrières de mai-juillet 1977, les manifestations de jeunes et de ménagères, le refus de la paysannerie de passer par les organismes étatiques (CAPS) pour livrer les produits nécessaires au ravitaillement : tout cela traduisait le profond mécontentement de toutes les couches de la société algérienne face au régime.

Le refus des grévistes de la RSTA de discuter avec toute autre autorité que BOUMEDIENE en personne, comme les inscriptions murales apparues depuis septembre : « A BAS BOUMEDIENE ! », traduisaient le fait que le mécontentement généralisé de la population se concentrait contre l'homme détenant tous les pouvoirs, et incarnant le régime qui a confisqué le combat héroïque du peuple algérien pour son indépendance : pour le PAIN, la TERRE, les LIBERTES !

C'est cela qui est en jeu. C'est cela qui fait peur aux tenants de l'ordre bourgeois !

Certes aujourd'hui l'angoisse devant la crise prend une forme spectaculaire. Mais qu'on s'en souvienne.

Un régime ébranlé

Déjà, au cours de l'été 1974, une fraction de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie dirigée par MEDEGHRI-BOUTEFLIKA prônait la modification de la forme de domination de l'appareil d'Etat bourgeois et préconisait la tenue rapide d'un congrès extraordinaire du FLN (dont le dernier congrès s'est tenu en 1964 !) et la mise en place d'une Assemblée nationale.

Etouffée par le « suicide » de MEDEGHRI, la crise de l'été 1974 n'était, quant au fond, pas définitivement réglée.

L'appel des bourgeois ABBAS, BEN-KHEDDA, LAHOUEL, KHEREIDINE à « un débat public à l'échelle nationale pour l'élection au suffrage universel direct et sincère d'une ASSEMBLEE CONSTITUANTE et SOUVERAINE » en mars 1976 traduisait la volonté d'une fraction de la bourgeoisie de changer la forme de domination existante.

En faisant élire une Assemblée-croupion de bœuf-oui-oui, en se faisant plébisciter à la hâte par des « élections à l'algé-

rienne » comme président de la République, en mettant en place une « Constitution » LUI donnant TOUS les pouvoirs (chef des armées, de la police, du gouvernement...), BOUMEDIENE ne faisait que différer les échéances.

La décision aujourd'hui du « Conseil de la Révolution » de prendre en main les rênes de l'appareil d'Etat balaie les mensonges des staliniens (Parti d'avant-garde socialiste) et du FLN qui ont tenté hypocritement de faire croire à notre peuple que la mise en place de ces institutions constituait un élément de démocratisation du régime.

En réalité, les choses sont aujourd'hui devenues claires pour tout le monde, il s'agissait d'une tentative de mystification du peuple algérien, d'une tentative de replâtrage d'un régime failli, ébranlé par les coups portés par les masses.

— Le « Conseil de la Révolution » (réduit par suite des épurations successives, des limogeages, des assassinats, des démissions, de 26 à 8 membres) mis en place par BOUMEDIENE au lendemain du putsch du 19 juin 1965 comme état-major de la dictature vient de déclarer : « *Le pouvoir, c'est nous !* », violant ainsi la pseudo-Constitution qui prévoyait qu'en cas de décès, de démission ou de vacance du pouvoir, l'intérim serait assuré par le président de l'Assemblée populaire nationale, RABAH BITAT, qui aurait pour charge de convoquer un congrès du FLN et d'organiser de nouvelles élections.

Mais nous savons tous que BITAT n'est qu'un président fantôme d'une Assemblée-croupion et qu'il ne détient aucun pouvoir.

BOUMEDIENE « disparu », c'est l'appareil d'Etat tout entier qui risque d'être menacé. Alors les différents clans et cliques s'arment, s'observent et cherchent désespérément une issue à la crise.

Certains appellent à serrer les rangs autour du pouvoir politique, et à la vigilance. D'autres, « *pour éviter les affrontements qui ouvriraient la voie aux ingérences étrangères* », en appellent « *à toutes les forces saines, qu'elles soient à l'extérieur ou à l'intérieur de l'appareil d'Etat, pour peser de tout leur poids* »...

Est-ce cela que veut le peuple algérien ? Est-ce pour cela qu'il a combattu et qu'il combat ? Assurément NON !

Le combat du CLTA

Nous, militants trotskystes du CLTA, nous disons :

— la lutte pour l'indépendance nationale, menée depuis des décennies pour mettre fin à la subordination à l'égard de l'impérialisme, n'est pas terminée. Celle-ci ne peut être menée à bien jusqu'au bout que par la classe ouvrière algérienne rassemblant autour d'elle la paysannerie, la jeunesse, toutes les couches opprimées.

— que le mot d'ordre de la CONSTITUANTE SOUVERAINE lancé par le CLTA, dès 1974, est le mot d'ordre qui aujourd'hui peut centraliser le combat de toutes les masses algériennes contre le régime et son appareil d'Etat, pour les revendications non satisfaites.

— que, pour que ce combat se mène, le prolétariat doit préserver son indépendance politique et d'organisation par rapport à la bourgeoisie.

— Le peuple travailleur ne veut ni d'un autre BOUMEDIENE, ni d'un « BOUMEDIENE-COLLECTIF ».

Ce que veut le peuple algérien, c'est la satisfaction de ses revendications non satisfaites :

— LE PAIN, LA TERRE, LA RUPTURE DES LIENS DE SUBORDINATION AVEC L'IMPERIALISME !

Ce que veut le peuple algérien c'est : LA LIBERTE, TOUTES LES LIBERTES, LA PAROLE ET QUE NUL NE DECIDE A SA PLACE !

• LIBERTE DE PRESSE, LIBERTE DE REUNION, LIBERTE D'ORGANISATION !

• LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES !

• LIBRE RETOUR DES EXILES POLITIQUES !

C'est cela qu'ont exprimé les cheminots, les travailleurs de la RSTA et des docks. C'est cela que les travailleurs veulent : un syndicat totalement indépendant du pouvoir et du parti FLN. C'est pour cela que les militants trotskystes du CLTA ont lancé le mot d'ordre du CONGRES EXTRAORDINAIRE ET DEMOCRATIQUE DE L'UGTA.

C'est cela que veulent les millions de jeunes que le régime a jetés à la rue et au chômage.

C'est cela que veulent les millions de femmes bâillonnées et humiliées !

C'est cela qu'ont crié les manifestants d'AIN-BEIDA, qui ont scandé : « A BAS BOUMEDIENE ! » avant d'être assassinés par la mitraille !

C'est cela que réclament dans leurs geôles les prisonniers que les sinistres prisons construites par le colonialisme n'arrivent plus à contenir !

C'est cette exigence qui s'élève des mechtas, des douars, des campagnes et des villages !

Ce que le peuple algérien veut c'est :

DECIDER LIBREMENT DE SON SORT

en désignant ses représentants à une

ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE.

Cela signifie pour nous, combattants du socialisme et de la révolution prolétarienne, que la classe ouvrière a besoin de son propre parti, le parti ouvrier, le parti révolutionnaire, qui, pour nous trotskystes, trouve son expression la plus achevée dans le programme de la IV^e Internationale.

Il faut en finir avec un régime fondé sur la subordination à l'impérialisme, l'oppression et le mensonge !

L'immense majorité du peuple algérien est victime de cette oppression et de ces mensonges.

C'est à cette immense majorité qu'il revient de décider, d'imposer la satisfaction de toutes ses revendications.

CONSTITUANTE SOUVERAINE !

Alger, le 29 novembre 1978.

/// A SITUATION POLITIQUE ET LES TACHES DU C.L.T.A.

Cette résolution politique que nous publions est actuellement mise en discussion au sein du CLTA. Elle permettra certainement l'armement politique des militants qui combattent et qui préparent leur conférence.

/// A SITUATION POLITIQUE

1) Après une longue agonie qui s'est prolongée deux mois, Boumedienne est mort. La dissimulation de son voyage à Moscou depuis Octobre, les mensonges étayés par la bureaucratie stalinienne sur les objectifs de ce voyage, la prolongation artificielle de la vie de Boumedienne.. exprimaient la panique des dirigeants d'Alger de voir s'ouvrir, avec la disparition du Bonaparte, une brèche au sein d'un appareil d'Etat en pleine décomposition, brèche par où la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, la jeunesse et les masses pourraient s'y engouffrer, pour démanteler le régime actuel.

2) L'enterrement de Boumedienne, a été la première occasion de vérifier la fragilité du régime en place. Malgré le matraquage des médias invitant la population à rester chez elle, un million d'algérois, en majorité des jeunes, ont déferlé dans les rues, brisant le cadre mis en place visant à présenter le Conseil de la Révolution comme l'héritier collectif de Boumedienne.

Les violents accrochages avec la police contraignirent les dirigeants à "brûler" les quartiers ouvriers et populaires et à interdire l'accès du cimetière aux algériens.

Par suite de cette intervention de la jeunesse, l'enterrement de Boumedienne s'est transformé en première manifestation de masse contre le régime. Une première brèche a été ouverte et les conséquences politiques ne peuvent être appréciées qu'en précisant à nouveau le caractère bonapartiste du régime de Boumedienne.

3) Boumedienne avait concentré entre ses mains tous les pouvoirs : Chef de l'Etat et chef du parti Unique, il était aussi le premier ministre qui s'était attribué la diplomatie, la défense nationale et l'intérieur. C'était aussi la source du législatif et l'interprète comme le gardien d'une constitution rédigée pour lui.

C'est là le résultat d'un long processus amorcé depuis l'indépendance et qui a abouti au putsch du 19 Juin 1965, lequel ne faisait pas de Boumedienne le successeur de Ben Bella, mais donnait au chef de l'ANP les pouvoirs de Ben Bella qui lui étaient nécessaires pour construire un nouvel appareil d'Etat, dont l'origine n'était pas l'appareil colonial algérien mais l'ALN extérieure.

L'alliance réalisée au sein du CR entre les anciens chefs de willayas les dirigeants de l'ANP et quelques ministres transfuges n'était que tactique et provisoire. Le sens du putsch était de construire l'Etat sur l'ANP, donc autour originel forgé par Boussouf et Boumedienne "le groupe d'Oujda". Les civils furent expulsés, KRIM Belkacem et KHIDER assassinés et certains anciens chefs de willayas chassés après le putsch de ZBIRI en 1967. Toutes les illusions sur un CR collégial s'envolaient ; Le pouvoir, l'Etat, c'était Boumedienne, patron de l'A.N.P.

Dés lors, la vie politique allait se simplifier.

A partir de 1970-71, chacune des grèves prend un caractère politique plus ou moins marqué. Et à chaque phase de la lutte où la classe ouvrière renforce constamment ses positions correspond une période de concentration des pouvoirs entre les mains de Boumedienne - Ainsi, après les grandes grèves de Mai-Juin 1977, l'effondrement des structures corporatistes de la G.S.E., l'impuissance des dirigeants de l'UGTA, du FLN et du Wali, avaient contraint Boumedienne à monter en première ligne. Sa capitulation à Fougereux avait provoqué un affaiblissement des structures administratives, politiques et économiques, que Boumedienne entendait redresser en transformant le FLN, tuteur des organisations d'encadrement de la classe ouvrière (UGTA) des paysans (UNPA) des femmes (UNFA) et de la jeunesse (UNJA) non pas en parti politique mais en parti présidentiel.

C'est au cours de ces manoeuvres visant à étayer l'Etat bourgeois en pleine décomposition que disparaît le Bonaparte qui bénéficiait de l'aide matérielle et politique de l'impérialisme US et de la bureaucratie stalinienne et qui était devenu l'arbitre entre les différentes cliques militaires au sein du C.R., entre les colonels et le bourgeois au sein du Conseil des ministres, entre les différentes cliques au sein du FLN et entre les différentes fractions de la bourgeoisie.

La disparition de Boumedienne, clé de voûte de tout le système institutionnel mis en place depuis 1965 mais dont les fondements se trouvent dans la formation du groupe d'Oudjda, laisse tout le régime bourgeois suspendu dans le vide et provoque une crise sans précédent.

La prise du pouvoir par le CR nous avait amené à écrire dans un projet de résolution du 22/12 : " le recours aux institutions légales (intérim de BITAT puis désignation d'un Président élu par le congrès du FLN) ne constitue qu'une manoeuvre visant à camoufler le fait que la seule force capable de garantir la continuité du régime ne peut être que le CR dans sa composition initiale, celle forgée autour de Boussouf-Boumedienne. Ce faisant le CR ruine totalement l'entreprise de Boumedienne visant à passer de la légalité révolutionnaire (l'état de fait) à la légalité institutionnelle (la dictature avec les apparences du régime parlementaire). Et par là même, c'est toute la légitimité de l'APN comme de la législation adoptée (statut du travailleur, budget 1979) qui est ruinée -

De même la volonté affichée par le CR de poursuivre l'entreprise de Boumedienne de constituer un FLN/PAG présidentiel perd tout sens, quand la clé de voûte du système disparaît - Si un tel parti aurait permis à Boumedienne de se procurer la force politique qu'il ne pouvait trouver dans la classe ouvrière, les fellahs et la jeunesse, créer aujourd'hui un tel parti, ce n'est pas renforcer et homogénéiser le CR, mais dresser un ring où vont s'affronter les différentes cliques du CR qui s'appuient sur des fractions rivales de l'ANP, du FLN et de la bourgeoisie"

Cette analyse reste juste, même si l'intervention des masses le 28/12 a amené le CR à se camoufler encore plus derrière BITAT et la Constitution, même si chaque acte de BITAT lui est dicté par le CR.

Bien loin de résoudre les contradictions du pouvoir concentré la division des tâches au sein du CR constitue un facteur de crise permanent - Tout le processus qui a abouti à faire de Boumedienne le maître absolu de l'appareil d'Etat ne peut conduire à l'instauration d'un Boumedienne collectif

Boumedienne était lui-même l'arbitre au sein du CR, où la solution des problèmes aboutissait parfois à l'assassinat de l'un d'entre eux (Medeghri) - La volonté du CR de ne pas donner d'informations et de tenir les masses en dehors de la vie politique ne peut conduire les membres du CR à trancher les problèmes à la manière des gangsters,

par les règlements de comptes sanglants jusqu'à l'émergence d'un chef unique qui ne sera pas l'héritier de Boumedienne, continuateur du régime bonapartiste précédent, mais le chef victorieux de l'une des fractions qui coexistaient, sous la férule de Boumedienne, dans le CR

En restant le champ clos des luttes de cliques ou en permettant à l'un d'entre eux de diriger, la crise prolongée au sein du CR ou sa dislocation contribuera à saper les fondements du régime et à le disloquer.

Depuis Novembre, les dirigeants ont observé une période de mutisme complet et d'inaction, expression des contradictions si profondes au sein du CR qu'elles ont interdit à Boumedienne de désigner un successeur à son retour de Moscou.

La tentative de mobiliser les masses autour du CR en agitant l'épouvantail d'une agression marocaine (complot de Sigli) a fait long feu.

Depuis la mort du Bonaparte, la bataille pour la succession est passée du champ clos de la présidence à un cadre plus large celui de la Commission des candidatures, dont la composition publiée par l'Humanité du 4/1 reflète à la fois les divisions au sein du CR et la tutelle que le CR entend conserver sur le FLN puisque c'est le CR qui a désigné les 37 membres de la Commission - En la créant, le CR ruine les illusions de ceux qui espéraient que le prochain congrès du FLN permettrait de réintégrer tous les opposants et de réaliser l'union nationale pour la défense des institutions de Boumedienne.

Le congrès ne sera pas non plus le parti présidentiel, le PAGS que voulaient Boumedienne et les staliniens, c'est-à-dire une force politique capable de "dynamiser" les organisations d'encadrement des masses. Ce ne sera que le congrès des bureaucrates et des officiers "qui aura la lourde tâche de désigner un candidat à la présidence" (Humanité), c'est à dire le vainqueur de la lutte des fractions qui s'affrontent au sein du CR -

Quoiqu'il en soit et malgré le soin qui sera mis pour étouffer les luttes au couteau dans les coulisses, ce congrès ne peut en aucune façon ni recréer un autre Boumedienne, ni faire du FLN un parti présidentiel ou un parti capable de diriger la vie politique, à travers les organisations dites nationales, ni réhomogénéiser l'appareil d'Etat ni reconstituer le groupe d'Oujda qui en éclatant affaiblira considérablement l'édifice institutionnel du régime actuel.

En bref la crise au niveau de l'appareil ne peut que s'aggraver.

LA SAINTE ALLIANCE CONTRE REVOLUTIONNAIRE ET L'ALGERIE

Chaque fois que la chaîne capitaliste menace de rompre, chaque fois que l'ordre de Téhéran -Yalta menace de s'effondrer, l'impérialisme et les bureaucraties de Moscou et de Pékin interviennent activement. Ils étaient tous consternés au chevet de Boumedienne et ils se disposent activement pour éviter la crise révolutionnaire à Alger.

a) L'Impérialisme : Il aide massivement le CR - Entre le 28 Février et le 2 décembre, la Sonatrach a reçu à elle seule 2 Milliards de dollars de prêts (1/3 de la valeur annuelle des exportations algériennes). Les Banques Internationales acceptent de voir la dette extérieure de l'Algérie passer de 20% à 25 % (1^{er} Monde -6décembre 78)

Jeune Afrique du 20 Déc.78 écrit : "l'Algérie a pu , en dix jours emprunter un milliard de dollars sur le marché international , malgré la maladie du Président Boumedienne . La dette algérienne s'élève maintenant à 14,7 milliards de dollars contre 12,3 milliards en Déc77"

C'est une véritable pluie de dollars qui s'abat sur l'Algérie et qui rend d'autant plus ridicule la fable de l'Algérie menacée par l'impérialisme .

Dans le peloton de tête des prêteurs se place Giscard, alléché par les promesses de coopération massive faite par Bouteflika , chef de file des PDG des sociétés nationales, qui depuis Octobre se relaient en France pour négocier d'importants contrats -

C'est le discours fait à Evian (colloque du 2 au 5 octobre) par Belquedj, directeur des exportations de gaz de la SONATRACH exposant que l'Algérie entendait exporter 75 à 80% de son gaz en Europe dont l'approvisionnement sera garanti parce que "lorsqu'un pays a décidé d'exporter plus de la moitié de sa ressource la plus importante, investit la moitié de son produit intérieur brut pour y arriver et porte le fardeau de sa dette aux limites de l'acceptable, alors la préoccupation des consommateurs quant à sa sécurité paraît être pour le moins peu fondée" (Economiste du Tiers Monde -Déc 78p46) .

Au moment où Giscard cherche à se reconstituer l'ancien communauté franco-africaine, renoue avec les Etats "progressistes" : Madagascar Mali, la Guinée, le Congo et cherche à faciliter une solution au Sahara pour éviter la crise révolutionnaire au Maghreb, une intervention de Hassan II équipé par Giscard est insensée .

b) la bureaucratie stalinienne

L'aide de Moscou , du PCF et du PAGS est tout aussi totale . Le silence le plus complet fut observé sur la maladie de Boumedienne et dès le 18 octobre 1978 , dans un tract sorti à Alger, le PAGS indiquait au CR la voie à suivre " barrer la route aux efforts et aux tentatives de l'impérialisme et de ses alliés réactionnaires d'affaiblir ou remettre en cause les acquis "

En décembre , c'est une délégation du PCF qui se rend à Alger pour cautionner la prise du pouvoir par le CR . Et aujourd'hui , l'Humanité reprend à son compte la thèse du "parachutage marocain", soulignant que les six algériens arrêtés avaient des liens étroits "avec les milieux algériens d'opposition au Maroc" et allant jusqu'à écrire : "reste à savoir si la France n'est pas mêlée d'une manière ou d'une autre à l'affaire", ce qui va au delà des accusations du CR et tend à accréditer la thèse du complot ennemis de l'extérieur et de la réaction interne .

La mort de Boumedienne, le PCF a manifesté en convergence avec Giscard que la victoire de la fraction Bouteflika (coopération fructueuse franco-algérienne) serait dans la continuité de la pensée de Boumedienne partisan actif d'un rapprochement avec la France (message de Marchais), mais depuis l'ouverture de la préparation du congrès du FLN , le PCF ne dit rien, attendant qu'un vainqueur apparaisse pour le soutenir .

LE PROLETARIAT ALGERIEN ET LA CRISE DU REGIME

La crise politique actuelle présente dans son contenu et sa forme, un caractère différent de celle de 1962 ; les liens avec l'impérialisme , le degré de la dépendance , la forme de la domination de classe (le bonapartisme) et les rapports entre les classes à l'échelle algérienne comme à l'échelle mondiale , se sont modifiés - Dans le cadre de cette résolution, il nous paraît important de préciser les transformations qui se sont produites dans l'économie et la structure sociale du pays pour mieux comprendre la situation actuelle

et donc aborder les tâches .

Dans le cadre de la modification du rapport entre les classes qui s'est effectuée après 1968-1969 (Tchéco-France) , l'impérialisme US a cherché à conserver la maîtrise du marché mondial en modifiant la forme de sa domination - Dans les pays économiquement arriérés, producteurs de pétrole, il s'est subordonné l'indépendance politique de ces pays par le biais de l'OPEP dominé par l'Iran, l'Arabie et les Emirats -

S'étant inscrite dans ce cadre posé et totalement contrôlé par l'impérialisme (technologie, financement, débouchés ...) l'Algérie a été amenée , à réaliser d'énormes investissements (impôts, emprunts) dans le secteur des hydrocarbures, créant ainsi les conditions matérielles, financières et politiques de l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme .

Belguedj dit :

" Environ la moitié de notre production intérieure brute est consacrée aux investissements, un niveau atteint par peu de pays. Cela n'a pu être réalisé qu'au prix de sacrifices considérables de notre niveau de vie et en ayant recours de façon substantielle à l'emprunt sur les marchés étrangers, dont le montant , enfin 1977 , était de 7,6 milliards de dollars , soit 38% de notre PNB "

".....l'objectif principal de ce programme de développement n'est pas uniquement la création d'emplois ou d'élévation du niveau de vie... mais d'offrir au peuple algérien un changement radical de son mode de vie..."

Belguedj le dit : l'industrialisation de l'Algérie ne porte pas sur le développement de l'industrie lourde ou des industries légères mais sur les exportations massives de gaz permettant de dégager les revenus servant à faire marcher la machine d'Etat, à distribuer les pots de vin aux prébendiers du régime : les PDG des sociétés nationales les colonels et la bureaucratie du FLN et à permettre à la bourgeoisie de prospérer par le pillage du secteur étatisé .

Du fait de ces investissements financés par l'impôt et les pétro dollars recyclés par les Banques Internationales, un certain développement industriel s'en est suivi qui n'est pas le fait de la bourgeoisie algérienne pour développer son marché national mais celui de l'impérialisme. Comme au XIX e siècle , le développement des chemins de fer aux Indes n'était pas le fait de la bourgeoisie compradore indienne cherchant à industrialiser le pays, mais celui des Anglais cherchant à piller le pays d'une manière plus efficace et à la dominer militairement .

Partant de ces relations entre l'impérialisme et l'Algérie, nous comprenons la faillite du 2è plan quadriennal , la ruine du modèle économique algérien , l'absurdité de parler de capitalisme d'Etat en Algérie, ce qui signifierait que la bourgeoisie algérienne est nationale , c'est-à-dire qu'elle a été capable de commencer à réaliser les tâches démocratiques (réforme agraire , industrialisation ...)

C'est de cette façon et non d'une manière abstraite qu'il faut aborder la question des nationalisations , du pseudo capitalisme d'Etat, de la nature de la bourgeoisie algérienne .

La dépendance de l'Algérie a non seulement ruiné tout développement harmonieux des différentes branches de la production mais a aussi interdit tout développement possible de l'économie algérienne .

Pour protéger le marché algérien des produits étrangers que l'industrie algérienne ne crée pas, le pouvoir a dressé une barrière douanière très sévère (monopole du commerce extérieure) mais qui, dans

La mesure où elle ne touchait pas à l'essentiel, n'a abouti qu'à provoquer l'asphyxie économique du pays et à aggraver l'inflation, le chômage, les pénuries, la corruption à tous les échelons des sociétés nationales, seules détentrices du droit d'import-export et brèches ouvertes dans le pseudo monopole.

Dans le cadre de cette économie subordonnée et désarticulée, s'est produit un certain développement industriel avec le caractère combiné qu'il présente (amalgame des formes archaïques avec des formes ultra modernes de la production, hypertrophie de certaines branches et inexistence d'autres, sur industrialisation de certaines régions et désertification d'autres) a consolidé et développé, d'une manière limitée, le prolétariat dans l'industrie pétrolière, la métallurgie, les mines, les dockers, les transports, les industries alimentaires, le bâtiment, le textile. Il faut ajouter les enseignants, les employés des administrations, des Banques et du secteur public, les salaires agricoles et ceux des coopératives (CAPCS, COFEL) et enfin le prolétariat immigré.

Le regroupement des principales industries dans les sociétés nationales, la concentration des ouvriers dans les grandes villes et en particulier dans la Région Algéroise ainsi que le caractère concentré de l'oppression exercée par l'Etat ont unifié et renforcé le poids du prolétariat dans un pays agricole arriéré, où subsistent largement des rapports de production et des rapports sociaux semi-féodaux.

Les conséquences sont très importantes

1) Le prolétariat algérien immigré ne peut plus jouer le rôle de fer de lance de la classe ouvrière, qu'il avait joué jusqu'en 1954. L'expérience des luttes, la conscience de classe, le prolétariat l'acquiert en Algérie même.

2) Le poids politique du prolétariat interdit à la petite bourgeoisie d'occuper la place dirigeante dans la vie politique du pays, comme ce fut le cas dans le PPA-MTLD-MNA-FLN. Cela explique la décomposition des organisations nées du FLN, l'ORP, le RUR, le FFS... et la fragilité du PRS que l'ambiguïté du programme a sauvé de la ruine.

3) Le prolétariat est apparu depuis 1972 comme la seule classe capable d'entraîner et de centraliser le combat de la paysannerie pauvre, de la petite bourgeoisie, de la jeunesse, dans la lutte contre le pouvoir.

Toutes ces données sont essentielles pour aborder la question de la constituante; pour formuler les bases de l'alliance entre le prolétariat et les autres classes et couches sociales, pour déterminer notre tactique, pour construire le CLTA.

Le caractère de la lutte des classes: Le développement et la concentration du prolétariat, l'oppression de l'Etat acharné à extorquer le maximum de plus-value, à embrigader la classe ouvrière et à l'enserrer dans un réseau d'ordonnances portant sur tous les aspects de la vie professionnelle, sociale, culturelle... la subordination de l'UGTA à l'Etat, l'absence de toutes libertés et de toute vie politique, l'existence d'un prolétariat jeune, plein d'ardeur et éduqué, ainsi que l'inexistence d'un parti ouvrier ont donné un caractère particulier à la lutte des classes en Algérie.

Depuis la grève de la RSTA en 1972, qui fut la première confrontation dans un secteur particulier de la classe ouvrière et le pouvoir, les grandes grèves ont toutes revêtu un caractère politique marqué. La lutte pour la revendication matérielle (salaire) se trouve combinée à la lutte pour les libertés démocratiques (expression, réunion, droit de grève), l'indépendance du syndicat et l'organisation indépendante de la classe ouvrière.

Ce fut le cas de la grève de la SNS Kouba d'Octobre 1974 . Ce fut plus nettement encore le mouvement des grèves de Mai-Juillet 1977, qu'il faut analyser , non pas comme une série de grèves, la grève de la RSTA relayant celle des cheminots et des dockers..) mais comme une grève politique des différents secteurs de la classe ouvrière combattant le patron commun incarné par Boumedienne contraint devant l'effondrement des structures corporatistes (GSE) ou de tutelle (UGTA FLN-Wilaya) de monter en 1ère ligne . C'est cette unification de la lutte de la classe contre l'ennemi désigné clairement Boumedienne, qui donne à cette grève qui fut une grève généralisée avec des moments de grève générale (cheminots-RSTA) toute sa dimension politique et fait de ce mouvement la répétition générale du combat centralisé de la classe contre le pouvoir et qui est inévitable .

Depuis Juin , nous avons vu ce même mouvement se développer, qui intégrait la grève de la SONACOME , la grève des boulangers , des médecins, des étudiants, des commerçants et le boycottage des coopératives d'Etat par les masses des fellahs. Ce mouvement centralisé; malgré la diversité des mouvements et des revendications, parce que dirigé contre le pouvoir a exprimé tout son caractère politique dans le mot d'ordre " A vbas Boumedienne ".

L'analyse des grèves et le caractère politique de ces grèves doit nous amener à comprendre que dans le cadre de la crise du régime le combat inévitable que la classe ouvrière et les autres couches qui la suivent prendra le caractère de grève généralisée ou de la grève générale, avec le contenu et le mouvement analysé par Rosa Luxembourg ou Trotsky en 1905 -.

Cela il nous faut l'étudier, à cela il faut nous préparer et dans notre programme de formation comme dans notre organe théorique lui accorder toute notre attention . Il faut et en relation avec cette question aborder la question des soviets dans le sens non pas dans le sens d'organismes créés pour les besoins de l'insurrection, mais comme "des organisations de la classe ouvrière" (cf. Trotsky-Révolution espagnole p.78)

Certes nous ne sommes pas encore en période révolutionnaire , mais il faut préparer l'organisation à faire face à une situation évoluant très vite vers cette situation .

LA MORT D'UN DICTATEUR NOMME BOUMEDIENE

La disparition de Boumédiène constitue un événement politique majeur dans la vie politique algérienne et internationale. C'est que, devenu maître de l'appareil d'Etat et du Parti Unique, le FLN, et soutenu par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, ce colonel constituait le pilier de la défense de l'ordre bourgeois en Algérie et au Maghreb, déchiré par la crise de la monarchie marocaine et du régime bourguibiste. Et, dépassant ce cadre, il était devenu en tant que chef de file des pays "progressistes" arabes et des pays "non alignés" un des éléments les plus importants de la stabilité et de la défense de l'ordre bourgeois au Proche Orient et en Afrique.

Mais qui est ce colonel que pleurent les bourgeois et les staliniens, qui ont fait l'impossible pour prolonger son existence ?

Comment est-il parvenu à confisquer la Révolution et à devenir un Bonaparte ?

Quelle est l'Algérie après treize ans de Boumédiène et quel est l'avenir de son régime ?

I. BOUMEDIENE VU PAR LA BOURGEOISIE ET LES STALINIENS :

Jusqu'en 1974, Boumédiène n'était connu que comme le colonel, instigateur du putsch du 19 Juin 1965, qui avait mis un terme au régime "socialiste", de Ben Bella, mis en place avec l'aide matériel de De Gaulle et défendu par les organisations de la classe ouvrière française, les progressistes de toute nuance, les pablistes, le P.S.U...

Si les relations entre la France et l'Algérie s'altèrent, ce n'est qu'après la grève générale de Mai-Juin 1968 et la chute de De Gaulle, que Boumédiène cherche à arrimer l'Algérie sur l'impérialisme germano-américain, moins défaillant que l'ancien tuteur colonial.

Le rôle qu'il a été amené à jouer à la Conférence d'Alger de 1974, comme chef de file des pays dits "non alignés" (Arabie, Iran, Irak...) son discours à l'ONU sur le nouvel ordre économique international contribue à le faire sortir de l'ombre où il se complaisait et à lui donner un visage public.

Le voyage de Giscard à Alger en Mars 1975 préparant une révision complète des relations économiques et politiques entre l'Algérie et la France -on parle alors d'un retour aux "Accords d'Evian- nécessite de faire connaître l'Algérie et son maître au patronat et au public français.

L'entreprise fut menée par Balta, journaliste du "Monde" qui, dans une revue spécialisée (1) nous donne un premier portrait du Chef de l'Etat algérien.

Boumédiène, nous dit Balta, c'est le De Gaulle de l'Algérie. Et d'expliquer : comme lui, c'était un soldat parmi les soldats qui méprisait les partis politiques et les politiciens et, libéra son pays occupé en dirigeant de l'extérieur les maquis. Ils avaient l'un et l'autre épousé, leur pays, conçu comme une entité organique tout à la fois géographique et humaine, avec ses frontières naturelles, et son peuple doté d'une personnalité basée sur la langue, la religion, l'histoire... un peuple non différencié en classes sociales antagonistes mais formant une communauté composée d'éléments solidaires : la jeunesse, les femmes, les ouvriers, les paysans, les intellectuels...

Derniers traits communs : la passion de l'Etat et de l'indépendance nationale qui les amènera à bâtir des institutions où les partis politiques ne jouent qu'un rôle secondaire et à adopter un neutralisme actif en politique étrangère.

Mais comment expliquer le 19 Juin 1965 ?

Balta ne cille pas. Ce n'est pas plus un coup d'Etat que "l'appel" de De Gaulle du 18 Juin 1940, dit-il.

"Partisan d'une politique d'indépendance nationale, l'homme du 18 Juin avait manifestement compris les motivations de l'homme du 19 Juin. En revanche, Boumédiène cristallise l'hostilité de la droite et de la gauche, le P.C. allant jusqu'à le considérer comme un dictateur fascisant (page 22).

Ce premier travail visant à gommer les traits répugnants de la dictature et à blanchir le régime, va être poursuivi par l'interview télévisée de F. Jeanson, en Octobre 1975, nous présentant un personnage très posé et affable, souriant et pétri de bon sens, bref le bonhomme Boumédiène.

En Juin 1975, Boumédiène entreprend de replâtrer la dictature en lui adjoignant des organes de la démocratie "révolutionnaire". C'est l'occasion pour des journalistes de "gauche" d'écrire la première biographie d'un homme d'Etat révolutionnaire, chef de file des pays progressistes du Tiers-Monde (2).

De son côté, le P.C.F., qui a cessé depuis 1967 de présenter Boumédiène comme "un contre-révolutionnaire", met l'accent sur certains traits de sa politique qui, selon lui, est anti-impérialiste, et mène au socialisme : les nationalisations, la révolution industrielle et agraire, la démocratie révolutionnaire.

C'est cette image d'un Boumédiène-De Gaulle progressiste que nous donnent aujourd'hui la presse bourgeoise et stalinienne.

"Il était mû par une passion absolue :

" -le patriotisme. Un patriotisme tout entier tendu

" vers la réalisation d'un objectif : un Etat-Nation

" dotée par croissance interne, et diplomatie agissante,

" de grandeur et d'une totale indépendance".

écrit Jean Lacouture dans "Le Monde" du 28 Décembre.

"C'était un homme d'Etat respecté", "Une des plus

"grandes figures de notre époque marquée par les

"combats des peuples pour leur indépendance et leur

"souveraineté".

écrit de son côté, Marchais dans "L'Humanité" du 21 Décembre.

Mais comment expliquer cette convergence totale des analyses du "Monde" et du P.C.F., des messages de Marchais et de Giscard d'Estaing sur le grand chef d'Etat "partisan convaincu et actif d'une coopération féconde entre la France et l'Algérie" (Marchais) ?

C'est que l'impérialisme et le P.C.F. cherchent à peser sur la situation actuelle en favorisant au sein du Conseil de la Révolution, la tendance Bouteflika, qui d'après "l'Aurore" du 28 Décembre,

"Bénéficie d'un préjugé favorable tant en France que dans
"l'Europe du Marché Commun et du pourtour méditerranéen,
"et aussi aux Etats-Unis où son audience est grande notamment à la CIA, dit-on".

II. - QUI ETAIT BOUMEDIENE ?

Après les massacres de Mai-Juin 1945 (Sétif-Guelma), des milliers de jeunes algériens rejoignent les rangs du MTLA et préparent la guerre de libération. Boumediène préfère aller en Tunisie et au Caire. Il ne prend aucune part aux préparatifs de l'insurrection et ce n'est qu'en 1955 que cet homme de Nasser rejoint le Maroc où il approvisionne en armes le maquis d'Oranie. Il est l'adjoint le maquis d'Oranie. Il est l'adjoint de Boussouf qui, après l'insurrection générale au Maghreb du 20 Août 1955, cherche à prendre le contrôle de tous les maquis de l'intérieur et à faire du FLN le seul interlocuteur valable dans les négociations qui s'engagent dès Septembre 1955 pour mettre en place un Etat bourgeois franco-algérien.

C'est dans le sillage de Boussouf et non comme organisateur des maquis (Boumediène n'a jamais combattu sur le sol national) qu'il gravit tous les échelons.

Il sait forger un appareil militaire qui prend progressivement le contrôle des maquis d'Oranie, en exterminant les messalites et il le perfectionne après l'indépendance du Maroc, en le dotant d'armement lourd et en le hiérarchisant autour d'un noyau de jeunes cadres bourgeois (Bouteflika, Medeghri, Cherif Belkacem, Kaid Ahmed...) qui formeront "le groupe d'Oujda" qui constitue le noyau originel du Conseil de la Révolution.

C'est pour cela qu'il devient colonel en 1957.

En 1958, De Gaulle arrive au pouvoir et ouvre la perspective d'un Etat bourgeois franco-algérien indépendant. D'accord avec ce programme, le FLN constitue alors un gouvernement provisoire, le GPRA, dirigé par le bourgeois F. Abbas et qui recevra l'aide de l'imprialisme, des bourgeoisies et monarchies arabes, de Moscou et de Pékin.

Mais pour créer l'Etat bourgeois, il faut écraser les maquis de l'intérieur, ce sera l'oeuvre du général français Challe. Il fallait aussi discipliner l'ALN réfugiée en Tunisie et au Maroc. Ce travail sera confié à Boumédiène qui présidera en Mars 1959 un tribunal militaire qui liquidera avec l'aide de la garde nationale de Bourguiba, des centaines de cadres et militants (le complot des colonels).

Pour cet exploit, Boumédiène est nommé chef d'Etat Major et chargé d'organiser l'appareil répressif du futur Etat algérien indépendant.

C'est cet appareil sélectionné et hiérarchisé, différencié des militants et spécialisé depuis 1955 comme une force répressive que Boumédiène a refusé de disloquer en Juillet 1962 à la demande du GPRA, pour le fondre dans un appareil répressif, mixte franco-algérien (3). C'est cette décision qui provoquera l'éclatement du GPRA et du FLN et de départ massif des Pieds Noirs, laissant suspendue dans le vide la débile bourgeoisie algérienne.

Et c'est parce qu'elle constituait la seule force homogène que l'armée de Boumédiène, devenue l'Armée Nationale Populaire (ANP), avec l'appareil répressif (police, gendarmerie, sécurité, commissariat politique...) articulée sur elle, devint l'ossature de l'Etat bourgeois de Ben Bella. Et, lorsque ce dernier se révèle incapable de domestiquer totalement le syndicat, de faire rentrer les loyers, de casser les grèves, et d'assurer la stabilité de l'Etat bourgeois, elle prend le pouvoir le 19 Juin 1965.

III. - LE REGIME DE LA DICTATURE EN CRISE

Boumédiène annonce aussitôt son programme :

- construire des institutions durables, capables de "résister au temps et aux hommes". Et il se met au travail :
- abrogation de la constitution et de la charte d'Alger, dissolution de l'Assemblée Nationale, mise au pas du syndicat (UGTA) et de l'organisation étudiante (UNEA), subordination du FLN, abrogation de toutes les libertés démocratiques et transformation de tous les organes d'information en organes de propagande.

De même, c'est à partir d'un secteur étatisé et dont la pièce maîtresse est la SONATRACH (société mixte des hydrocarbures) que Boumédiène entreprend de lancer un gigantesque plan de développement industriel, mais dont les résultats ont abouti, parce que les liens de dépendance avec l'impérialisme n'ont jamais été rompus et les tâches démocratiques (réforme agraire, libertés démocratiques...) non réalisées, à désarticuler totalement l'économie du pays, à provoquer un chômage massif, l'inflation, la ruine du petit commerce, les pénuries et un endettement considérable.

Quelques chiffres pour souligner cette faillite de l'économie algérienne :

- 98 % des exportations sont constitués par les hydrocarbures,
- tout l'équipement industriel est acheté,
- l'emprunt extérieur qui sert surtout à financer les investissements dans le secteur des hydrocarbures s'élève à 38 % du PNB en 1977,
- la dette extérieure dépasse 25 % des exportations,...
- l'Algérie achète plus de la moitié de ses produits alimentaires.

Mais comment et pourquoi est-il devenu le Bonaparte tout puissant ?

A partir de 1971, la lutte des classes reprend avec plus d'ampleur. Et à chaque phase de la lutte où la classe ouvrière renforce constamment ses positions, correspond une période de concentration du pouvoir entre les mains de Boumédiène. Après la grève générale de la SNS de Kouba (métallurgie) en Octobre 1974, Boumédiène entreprend de replâtrer le régime avec une "Charte", une "Assemblée Nationale Populaire", une "Constitution" et un président élu par référendum.

Mais dès l'ouverture du débat truqué sur la Charte, les masses interviennent en mettant en avant leurs propres revendications : ce qui impose à Boumédiène, pour éviter la dislocation de son régime, de bourrer les urnes, de faire de l'"Assemblée Nationale Populaire" une simple chambre d'enregistrement, et de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. Il est chef de gouvernement, chef de l'armée, chef de la police.....

Après les grandes grèves de Mai-Juillet 1977 (dockers, cheminots, transports d'Alger), Boumédiène ne peut que monter en première ligne devant l'impuissance des dirigeants désignés de l'UGTA, du FLN et des Walis (préfets).

Sa capitulation devant l'assemblée des grévistes des transports, à Fougereux, provoque un affaissement des structures administratives, économiques et politiques, que Boumédiène entendait redresser en transformant le FLN en parti présidentiel.

C'est alors que disparaît le bonaparte qui bénéficiait de l'aide de Moscou, de Pékin et de l'impérialisme, et qui était devenu l'arbitre entre les différentes cliques au sein de l'armée et de la bureaucratie du FLN, comme entre les fractions de la bourgeoisie et de l'armée qui s'affrontaient au sein du Conseil des ministres et du Conseil de la révolution.

La mort de Boumediène, clé de voûte de tout le système institutionnel mis en place depuis 1965, laisse tout le régime bourgeois suspendu dans le vide et provoque une crise sans précédent, tant en Algérie qu'au Maroc, où Hassan II n'est pas parvenu, malgré l'union nationale réalisée autour de la monarchie et englobant tous les partis nationalistes et le PPS stalinien, à replâtrer son régime ébranlé par les putschs de 1971 et de 1972. Il en est de même en Tunisie où le régime bourguibiste est en pleine décomposition.

C'est l'équilibre politique, "l'ordre" de tout le Maghreb, qui se trouve en jeu.

M. AKLOUF

- (1) - P. Balta "Maghreb Machreck" (Juin-Septembre 1975), biographie reprise dans "la stratégie de Boumediène" (Sindbad 1976)
- (2) - A. Francos - J.P. Sérini "Un algérien nommé Boumediène" (Stock 1976).
- (3) - "Les Accords Susini-Mostefaï-K. Belkacem" signés à la veille de l'indépendance entre l'O.A.S. et le F.L.N., visaient à créer un appareil de répression (gendarmerie, police, armée) franco-algérien.

TUNISIE : LA CRISE DU REGIME RESTE OUVERTE

Un an après la grève générale du 26 Janvier 1978 et la répression qui s'en est suivie, où en est la situation politique en Tunisie ? Le pouvoir a-t-il réussi à démanteler l'U.G.T.T. et à la faire fonctionner avec la direction fantoche imposée ? Est-il parvenu à travers la répression à enrayer le processus de décomposition du régime ? Est-il parvenu à mater la classe ouvrière, la jeunesse et les masses ? Les problèmes sont-ils réglés ?

1) le mouvement du 26 Janvier, c'est la crise de l'impérialisme.

Dans le cadre de la division internationale du travail qu'il régent, l'impérialisme assigne actuellement à la Tunisie une double fonction : celle de producteur-exportateur de matières premières (phosphates) qu'il exerçait à l'époque coloniale et celle d'exploiteur de la main d'oeuvre locale en fonction des besoins des trusts européens (économie de la sous-traitance : textile, cuir...)

Cette économie entièrement soumise aux exigences de l'impérialisme est directement contrôlée par les organismes gestionnaires des intérêts impérialistes (F.M.I., Banque Mondiale, Banques de la C.E.E...) qui fixent le cadre législatif le plus favorable à l'extraction des bénéfices (exemple des lois de 1972 et 1974 exonérant les investisseurs étrangers des impôts pendant dix ans et de taxes sur les exportations). Le rôle de la bourgeoisie compradore est de surveiller le bon déroulement des opérations en s'assurant la coopération de la direction bourgeoise de l'organisation ouvrière pour briser la résistance de la classe ouvrière à son exploitation forcée.

Depuis 1974-75, suite aux défaites que connaît l'impérialisme au Portugal et au Vietnam notamment, la crise devient de plus en plus aigue, au point où on assiste à partir de ces années à une réelle décomposition de l'économie impérialiste (rupture des accords de Bretton-Woods de 1944 établissant la parité dollar avec l'or et chute vertigineuse de la valeur du dollar en 1978 qui a atteint son plus bas niveau). Afin de survivre, il n'a pas d'autre choix que d'accentuer la pression sur le prolétariat à l'échelle mondiale, réduisant ainsi la marge de manœuvre des bourgeoisies des pays économiquement arriérés.

Cette exigence de la survie de l'impérialisme s'est traduite en Tunisie par le blocage des salaires pour une période de 5 ans (durée du Ve plan), l'abandon du soutien aux produits de première nécessité et la fermeture

.../...

du marché européen aux produits tunisiens (huile, phosphates et textiles).

La conduite de cette politique nécessite un Etat ferme s'appuyant principalement sur l'appareil militaro-policiier. Ainsi, le bourguibisme, synonyme de compromis entre les différentes fractions de la bourgeoisie et la direction bourgeoise de l'U.G.T.T. n'est plus adapté à la situation politique actuelle où les antagonismes de classe deviennent nettement tranchés. Le "pacte social" fruit de cette politique bourguibienne de "l'unité nationale" s'est disloqué dix mois, à peine, après sa signature. C'est la montée de la classe ouvrière en première ligne du combat contre l'Etat bourgeois qui l'a balayé et obligé sa direction syndicale à le dénoncer.

Ainsi, l'avancée de la classe ouvrière distend les rapports entre la bureaucratie syndicale et l'Etat et fait apparaître au grand jour la crise de la bourgeoisie.

Ainsi, l'avancée de Ksar Helal sert de révélateur aux contradictions internes à la bourgeoisie. Le limogeage de Tahar Belkhodja en est la manifestation au niveau de l'appareil d'Etat.

La fraction Nouira-Sayah-Farhat a très bien compris que la négociation, dans le contexte de l'offensive générale de la classe ouvrière, est extrêmement dangereuse. Ceci est tellement vrai que les concessions accordées aux travailleurs des mines et de la Société Nationale des Chemins de Fer de Tunisie (S.N.C.F.T.) n'ont pas bloqué le mouvement de la classe ouvrière. Au contraire, elles n'ont fait qu'aiguiser les contradictions et accéléré l'affrontement violent du prolétariat avec l'Etat bourgeois.

Il faut comprendre qu'à partir de Septembre 1977, la revendication de la classe ouvrière n'est plus à caractère strictement économique. Les grèves des mines (Redeyef) et de Ksar Helal vont beaucoup plus loin que la simple revendication économique, pour dénoncer le gouvernement bourgeois - jusqu'à s'y opposer physiquement à Ksar Helal - et l'impérialisme. La célérité de l'intervention de l'Etat, s'empressant de négocier (les mines) et de réprimer (Ksar Helal) démontre qu'il ne s'est pas trompé sur la nature politique du mouvement.

Le 26 Janvier 1978 est l'aboutissement logique de ce processus d'ascension de la classe ouvrière. Ce n'est ni "un complot", ni "un guet-apens" tendu à la direction syndicale. C'est tout simplement le mouvement de la révolution prolétarienne.

Evidemment, certains "progressistes", plus influencés par les intrigues du palais que par le mouvement objectif du prolétariat, restent encore consternés par l'ampleur de la répression. Il faut bien comprendre qu'au point

.../...

où en était arrivée la mobilisation de la classe ouvrière, l'Etat ne pouvait avoir d'autre moyen pour contenir le flux révolutionnaire.

Jusqu'au dernier moment, la direction bourgeoise de l'U.G.T.T. a tenté de bloquer le mouvement en agissant avec la fraction de la bourgeoisie (Belkhodja) favorable au sein de l'appareil d'Etat à une collaboration étroite avec la direction de l'U.G.T.T. pour maintenir la paix sociale. Cette ultime manoeuvre pour sauver "l'unité nationale" a lamentablement échoué devant la poussée de la classe ouvrière qui oblige ACHOUR et les bureaucrates bourgeois à démissionner du B.P. et du C.C. du P.S.D., ce qui conduisait l'U.G.T.T. à devenir un syndicat indépendant du parti unique, le P.S.D. et de l'Etat bourgeois. Par là même, l'U.G.T.T. tendait à devenir, en Tunisie où il n'existe pas de parti ouvrier, le cadre de la mobilisation et de la centralisation du combat de la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois et à prendre le caractère de parti-syndicat ouvrier.

C'est cette orientation de l'U.G.T.T. comme organisation indépendante de la classe ouvrière, qui explique à la fois que la réponse des travailleurs aux attaques du pouvoir ait été la grève générale du 26 Janvier et la réaction sanglante de Nouira-Bourguiba.

La compréhension de ce mouvement est capitale pour comprendre la situation politique actuelle en Tunisie.

2) Les problèmes ne sont pas réglés

Qu'en est-il aujourd'hui de l'U.G.T.T. ?

Le bilan à tirer est l'incapacité de l'Etat, malgré la répression, à régimenter l'organisation de la classe ouvrière. Comme le prouve la mobilisation de la classe ouvrière pour boycotter le congrès de la "normalisation" et dénoncer la nouvelle direction parachutée par l'Etat. En dehors de H. Achour; militant syndicaliste de longue date et qui plus est, a des attaches familiales avec F. Hached, personne n'est capable de contenir le mouvement ouvrier au sein de l'U.G.T.T.

Ainsi, à l'annonce du congrès "extraordinaire", 5 syndicats de l'enseignement dénoncent la responsabilité du pouvoir dans la mascarade de ce congrès. Cette prise de position sera suivie par d'autres allant dans le même sens de la revendication de l'indépendance de l'U.G.T.T. :

- le 1er Mai, 8 syndicats publient un communiqué commun réclamant la libération des syndicalistes et l'indépendance de l'U.G.T.T. Menacés par l'appareil syndical, ils refusent de se rétracter.

.../...

- Le 8 Mai a lieu au siège de l'U.G.T.T. l'assemblée générale des travailleurs de la société des transports de marchandises (S.T.M.), réunissant 1 300 personnes : malgré les manoeuvres de la direction syndicale pour éliminer le candidat des travailleurs (pour insuffisance d'instruction !) les travailleurs ripostent en le portant à la tribune et en criant : "c'est lui et personne d'autre". Cette mobilisation oblige la direction de l'U.G.T.T. à "reporter l'assemblée générale à une date ultérieure".

- A la société tunisienne d'acconage et de manutention, les ouvriers ont empêché Tijani Abid d'accéder à la salle où se tenait leur assemblée générale, en vue de l'élection de leurs délégués syndicaux.

- les travailleurs de "Pennaroya" ont imposé leur candidat malgré les manoeuvres de la direction syndicale.

- tel est également le résultat obtenu par les travailleurs de la société des transports de Sfax.

Parallèlement les grèves continuent, en dépit du renforcement de l'appareil répressif après le 26 Janvier 1978. La plus importante est déclenchée par les travailleurs des mines de M'd'hilla. Dénoncée comme "illégale" par la direction de l'U.G.T.T., cette grève a mobilisé 2 500 travailleurs, du 12 au 16 mai 1978.

3) la machine répressive est elle-même grippée.

A la suite de l'arrestation des syndicalistes, tant à Tunis qu'à Sousse, après la grève générale, l'Etat a décidé leur traduction devant une juridiction de droit commun. Pourquoi ?

Il a voulu désamorcer la mobilisation en donnant un caractère criminel à un procès par essence politique.

Les attermoissements et les retards apportés à l'ouverture du procès-test de Sousse démontrent la crainte de l'Etat d'une nouvelle impulsion à la crise.

La déclaration d'incompétence prononcée par le tribunal correctionnel de Sousse traduit les contradictions et les frictions internes à l'appareil d'Etat. Il ne restait plus au gouvernement qu'à recentrer tous ses efforts sur le procès principal, celui des dirigeants syndicaux - parmi lesquels H. Achour - devant la cour de sûreté de l'Etat.

Dès l'ouverture de ce procès tout le monde a bien vu que les règles les plus élémentaires de la justice bourgeoise ont été piétinées, expression

.../...

de la crise profonde au sein de l'appareil d'Etat, contraint de violer sa propre légalité pour se maintenir en place.

En plus du processus répression-procès, la bourgeoisie avait besoin d'une arme apte à assurer l'"ordre" et briser le mouvement révolutionnaire. Elle a ressorti des tiroirs un texte de loi, préparé depuis 1964 - époque d'une autre "normalisation" de l'U.G.T.T. - instituant le service civil obligatoire. Cette loi, votée immédiatement après la grève générale du 26 Janvier met sous le coup du service civil obligatoire tout chomeur entre 18 et 31 ans. Inutile d'insister sur le sens exact de cette loi.

Mais nous constatons que cette loi n'a reçu qu'une application très limitée, tant il est vrai aujourd'hui que l'appareil d'Etat est affaibli par la crise qui ronge la bourgeoisie.

4) La préparation de "l'après-bourguibisme" est déjà un échec.

Le mouvement du 26 Janvier 1978 signifie l'échec de "l'unité nationale". En ce sens, c'est un événement historique de première importance. Il faut voir que toute la politique de Bourguiba depuis l'indépendance et bien avant était assise sur l'alliance de la bourgeoisie et de la direction bourgeoise de l'U.G.T.T. L'incapacité de Tijani Abid et de la direction parachutée à prendre le contrôle de l'U.G.T.T. et de briser le mouvement des grèves qui, à nouveau tend à se développer en Tunisie. L'U.G.T.T. fait apparaître H. ACHOUR comme le seul capable de donner vie au "pacte social". Comme de réaliser, en cas de disparition de Bourguiba, l'unité nationale de toutes les organisations et leaders bourgeois, gauchistes, du P.C.T. stalinien et de la bureaucratie syndicale pour la défense des institutions bourguibistes.

Mais parce que H. ACHOUR, qui pour conserver le contrôle de l'appareil syndical a été contraint d'aller jusqu'à démissionner de ses responsabilités du P.S.D. et donc à cautionner le mouvement qui s'orientait vers l'indépendance de l'U.G.T.T. envers le parti et l'Etat, sa libération serait ressentie par les masses comme une défaite du pouvoir et elle donnerait à nouveau une impulsion extraordinaire à la mobilisation de la classe ouvrière contre le régime.

Ainsi s'exprime la contradiction du pouvoir actuel, incapable de démanteler l'U.G.T.T. et de briser la classe ouvrière et incapable de réaliser l'union nationale c'est-à-dire incapable de s'organiser d'une manière homogène pour préparer l'inéluctable après bourguibisme.

5) L'ordre de Téhéran-Yalta est ébranlé

La crise monétaire persistante due à l'effondrement du dollar, le mouvement révolutionnaire en Iran qui nourrit le mouvement révolutionnaire au proche-Orient, le renforcement de la pression de l'impérialisme sur les pays arriérés qui se traduira à terme, avec l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. par la fermeture quasi-totale des marchés européens aux produits agricoles nord-africains, la crise larvée du bonapartisme tant en Tunisie qu'en Algérie se conjugueront pour nourrir le combat du prolétariat à l'échelle mondiale.

Ce qui se passe en Iran, particulièrement, est d'une importance décisive pour le mouvement révolutionnaire de tout le proche-Orient et les nations opprimées et divisées entre l'Iran et ses Etats limitrophes (principalement l'U.R.S.S.). La décomposition du régime du Chah aura des répercussions directes en U.R.S.S. et déstabilisera toute la région proche-orientale avec l'éclosion des problèmes nationaux (Kurdes)

Tenant compte du flux révolutionnaire qui se prépare, l'impérialisme essaye, quand il le peut, de remplacer les régimes forts (Pérou, Bolivie, Espagne) par des régimes d'union nationale dont celui de Hassan II est actuellement le plus réussi à l'échelle de l'Afrique, car l'union nationale regroupant les forces politiques bourgeoises, staliniennes et réformistes donne à l'Etat une souplesse et un pouvoir tampon impropre au régime de dictature.

6) Le mouvement des masses reprend

Le 26 Janvier, la classe ouvrière a reçu un coup sévère, mais elle n'a pas subi de défaite décisive. Parcequ'elle n'avait pas une conscience claire de sa propre activité et de ce que signifiait la grève générale, elle a hésité et s'est acharnée à défendre l'U.G.T.T. Aujourd'hui le mouvement redémarre comme en témoignent les grèves consécutives au Congrès de "la normalisation" et les prises de position des fédérations syndicales dénonçant la direction désignée.

Ce mouvement repart en intégrant l'expérience des masses, tant en Tunisie qu'à l'échelle mondiale. Concrètement, il a pour contenu l'indépendance de classe de l'U.G.T.T., la libération des prisonniers politiques, l'obtention de toutes les libertés démocratiques (de presse, de réunion, d'organisation..) et les revendications matérielles.

Ce mouvement intègre les libertés démocratiques, la lutte pour les salaires qui remet en question le plan économique dicté à Nouira par le F.M.I. la lutte contre la répression et pour le droit de la classe ouvrière, des fellahs, de la jeunesse et des masses, de s'informer, de discuter et de décider

.../...

de leur avenir librement. C'est celui qui mène à l'Assemblée Constituante en Tunisie, qui mettra à bas le régime bonapartiste bourgeois de Bourguiba.

C'est sur cette orientation que combattent les trotskystes tunisiens du Comité d'Organisation et qui lient leur combat à celui que mène le C.L.T.A. pour l'Assemblée Constituante Souveraine en Algérie et les trotskystes marocains pour la République au Maroc, car c'est le combat pour la liquidation des régimes bourgeois dans ces trois pays et le Maghreb socialiste.

Les militants trotskystes tunisiens du
Comité d'Organisation

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE AU PEROU

---oOo---

I) LE MOUVEMENT DES MASSES AU PEROU

Le mouvement des masses qui se développe depuis quelques trois ans, au Pérou n'est que l'expression nationale d'un vaste affrontement entre les classes capitalistes mondiale et le prolétariat international, dans une période caractérisée par " l'imminence de la révolution prolétarienne.

Cette réalité voit ses traits renforcés par la défaite de l'impérialisme US au Vietnam et par l'explosion et le développement continu de la révolution au Portugal depuis 1974 .

C'est dans le cadre de la lutte de ces forces sociales antagoniques et fondamentales la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle internationale que doit être replacée la chute du régime de Valasco Alvarado, consécutivement à son incapacité à discipliner la classe ouvrière péruvienne et à intégrer ses organisations qui la fondent comme classe .

Dés lors , la réponse de l'impérialisme et de son représentant la dictature militaire de Morales Bermudez est d'accentuer la répression à tous les niveaux de la vie sociale , économique et politique .

La première centralisation de l'activité politique du prolétariat péruvien est la grève générale de juillet 1977; elle est l'expression de sa conscience politique, de son aspiration fondamentale à l'unité des partis et organisation se réclament de la classe ouvrière, de son rejet total de la répression et du régime qui l'orchestre .

Depuis , ce mouvement du prolétariat péruvien n'a subi ni souffert d'aucune interruption, bataille du prolétariat sur son propre terrain de classe, pour la récupération et la reconnaissance des syndicats, la grève générale pour la satisfaction de ses revendications .

Plusieurs hauts moments sont à relever ; la grève générale, de la principale usine de Métallurgie du Pérou, la Sidé-Pérou et qui a permis la réalisation de l'assemblée populaire de Chimbote. Les organisations syndicales proposent le 13 Janvier 1978, la grève générale illimitée pour le 23 date à laquelle est convoquée la grève de 48 heures de la CGTP .

La trahison des dirigeants de la CGTP, membres du PC péruvien permet d'isoler les travailleurs et le peuple de Chimbote et donne un répit au gouvernement militaire de Morales Bermudez, en annulant l'ordre de grève de 48 heures.

Dans cette situation d'affrontement incessant en dépit de la politique de soutien aux militaires de l'appareil stalinien, l'inadéquation entre le régime de dictature militaire et le rapport des forces entre les classes sociales à l'avantage du prolétariat apparaît de façon flagrante à l'impérialisme et à la réaction péruvienne

Les contradictions assaillent le régime; d'une part, la nécessité de changer la forme de domination de classe de la bourgeoisie avec une démocratisation de façade et le passage à un pouvoir bourgeois civil et de l'autre la volonté de faire passer les plans meurtriers du Fonds monétaire international contre la classe ouvrière et la paysannerie et ce, dans une situation d'endettement extérieur de 86 Milliards de dollars c'est-à-dire que 67,8% du revenu extérieur servira au paiement de la dette extérieure en 1979 ; s'ajoute à cela une inflation exorbitante de l'ordre de 70%

../..

.../...

Une augmentation importante des prix des produits de première nécessité déclenche une riposte de masse de la classe ouvrière qui culmine dans la grève générale du 22 et 23 Mai 1978, qui montrait une mobilisation sans précédent des travailleurs et paysans ainsi que de la jeunesse iouvrière et étudiante contre les mesures d'austérité et contre le gouvernement militaire.

Dans sa tentative de changement de forme de domination de classe de la bourgeoisie, le gouvernement militaire organise des élections truquées à une assemblée constituante chatrée et sans pouvoir.

2) II ' INDEPENDANCE DE CLASSE DU PROLETARIAT - ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE CONTRE L'ASSEMBLEE OCTROYEE et TRUQUEE.

S'appuyant sur le mouvement révolutionnaire des masses et leur activité politique autonome d'une grande ampleur, le Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire (POMR) section péruvienne du comité d'organisation pour la reconstruction de la IV internationale impulse le combat pour le front unique anti-impérialiste dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan et de la dictature du prolétariat.

"Le programme d'action du peuple travailleur" de Chimbote et notamment les résultats du VIII^e plénum de la fédération nationale des mineurs et de la métallurgie qui s'est tenu le 3 décembre 1977 et approuvé à l'unanimité précise :

"Luttons pour une assemblée qui défende les revendications les plus impérieuses des masses exploitées et opprimées dans la voie de la construction des perspectives historiques du prolétariat."

C'est sur cette base que se réalise la participation aux élections truquées à l'assemblée constituante. Si le combat sur les mots d'ordre et le programme démocratique dans un pays dominé par l'impérialisme sont une question de principe pour les trotskystes, la participation aux élections à l'assemblée constituante octroyée et chatrée relève de la tactique révolutionnaire. Dans le cas du Pérou, l'existence d'un mouvement ouvrier organisé et indépendant dont le POMR est un élément majeur est le garant d'un combat sur les perspectives du prolétariat et non de zig zag à la traîne de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Nos camarades du POMR combattent au sein du FOCEP (FRont ouvrier, paysan, étudiant et populaire) premier pas vers le front unique anti-impérialiste. La plate forme de ce dernier rédigée à Lima le 17 décembre 1977 contient ce qui suit :

"(.....)A travers le combat pour une assemblée constituante souveraine et ayant le pouvoir, sur la base du programme d'action que nous avons défini ci-dessus (augmentation générale des salaires ; Annulation de la dette extérieure ; expropriation sans indemnité ni rachat des entreprises impérialistes ..(.....) " nous intervenons dans ces élections afin que la classe ouvrière ne laisse pas le champ libre aux partis de la bourgeoisie et au sommet de la hiérarchie militaire pour se mettre d'accord pour entraver la destinée historique des travailleurs ; afin d'ouvrir à tout le peuple péruvien une perspective politique propre, contre toutes les alternatives de collaboration de classe qui prétendent entraîner aujourd'hui la classe ouvrière et les masses opprimées derrière la bourgeoisie."

.../...

En combattant pour construire le Parti révolutionnaire dirigeant de la lutte des classes, le POMR aide les masses à réaliser l'unité, et l'indépendance de classe.

Le mouvement du prolétariat armé de son expérience de Chimbote reproduit à un niveau plus élevé la mobilisation autour de ses propres organes, sur son propre terrain de classe, l'assemblée populaire de Moquegua qui s'est tenu dans le courant du mois d'Août. Nos camarades du POMR, en construisant le parti révolutionnaire (leur recrutement a été multiplié par 500 % par an en un an et en conduisant le combat des masses sur la base de la démocratie révolutionnaire aident les travailleurs, paysans et jeunes de Moquegua à faire échec à la tentative du PC d'introduire des débris de partis bourgeois.

Dans l'assemblée populaire de Moquegua la condition de participation du parti stalinien et la réalisation d'une alliance de classe entre les partis ouvriers et paysans et la bourgeoisie compradore de l'impérialisme c'est-à-dire le front populaire.

La fermeté du POMR sur le terrain des principes fondamentaux a permis de faire échec à l'appareil stalinien, Il faut rappeler que le PC stalinien s'est trouvé devant ces combats de classes fractionné et brisé en deux : le PC Unidéd et le PC majoria

La deuxième assemblée Populaire de Moquegua de novembre 1978 a un retentis sement énorme en réaffirmant le combat sur la base de l'internationalisme prolétarien et le programme démocratique révolutionnaire des masses. Elle appelle à la création d'assemblée populaire dans tout le Pérou et à leur centralisation au niveau national.

Voyons comment nos camarades du POMR apprécient ce mouvement à caractère sociétique dans la résolution finale de leur congrès :

" La pire des erreurs serait de penser que Moquegua est une exception isolée. Moquegua est l'expression particulière de la tendance dominante de la situation politique nationale vers l'éclatement de la crise révolutionnaire à travers l'irruption des masses prêtes à lutter pour en finir tout de suite avec la dictature militaire."

Moquegua montre aux yeux de tous la volonté et la lutte du prolétariat et de la paysannerie dans la voie de la réalisation du pouvoir ouvrier et augure un affrontement décisif du peuple travailleur avec le régime militaire et l'impérialisme. Comme le dit le programme de transition :

" Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il est nécessaire d'opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale", à une certaine étape de la mobilisation des masses, sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique à chaque période donnée en particulier son rapport avec l'assemblée nationale est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison de celui-ci avec la classe paysanne, par le caractère de la politique du parti prolétarien. Eux seuls sont capable de mener jusqu'au bout la révolution démocratique et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste."

Annexes :

La " MOTION ROUGE "

Considérant,

Qu'aujourd'hui s'est installée l'Assemblée constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté.

Que le mandat souverain du peuple exige que l'assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies .

Le fonctionnement de l'Assemblée constituante qui a pour source le mandat du peuple est incompatible avec l'exigence du gouvernement militaire qui n'a pas la même origine .

Proposent que l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des Forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'assemblée, et qu'il doit être mis fin à ce gouvernement de fait .

L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence fondé essentiellement sur :

- le plein exercice des libertés démocratiques ;
- la réintégration des travailleurs licenciés ;
- des mesures urgentes pour résoudre la crise économique, axées sur le non paiement de la dette extérieure ;
- l'augmentation générale des salaires ;
- la remise gratuite de la terre aux paysans

Cette motion a été présentée par les dix députés dont les noms suivent : Genaro Ledesma , président du FOCEP ; Victor Cuadros, secrétaire général de la fédération des travailleurs des mines et de la métallurgie, tête de liste de l'UDP ; Hugo Blanco, PST-FOCEP ; Ricardo Napuri, POMR-FOCEP ; Hernan Cuentas, POMR-FOCEP ; Magda Benavides, POMR-FOCEP ; Enrique Fernandez, PST-FOCEP ; Antonio Aragon PSR ; Juan Cornejo Gomez, FOCEP ; Mateu Moya, FOCEP .

--oOo--

L'Assemblée populaire de Moquegua a ouvert la perspective de l'assemblée populaire nationale, centralisant l'activité et la lutte des assemblées populaires locales et régionales .

L'Assemblée populaire de Loreto (Amazonie) dont la capitale est Equitos a repris à son compte cette proposition dans les termes suivants :

"Toutes les organisations qui représentent le peuple travailleur doivent réaliser immédiatement l'unité de classe et anti-impérialiste pour imposer notre volonté . Appelons immédiatement à une Assemblée populaire nationale des délégués élus par les Assemblées populaires des provinces, des villes, des régions, des travailleurs agricoles, des latifundia, des bidonvilles, pour exécuter le mandat souverain du peuple péruvien. Partant de l'expérience que nous avons engagée, l'Assemblée populaire du peuple de Loreto doit répondre à nos frères de Moquegua : la voie que vous avez ouverte est celle que nous sommes

COMITE D'ORGANISATION POUR L'A...

... Nous sommes prêts à nous coordonner avec
les organisations du peuple travaillant pour
centraliser, isoler, et enfin détruire le
régime d'oppression, de famine et
de misère. " Appel pour la Conférence Européenne des 27, 28 et 29 août 1978

... Nous reproduisons le procès-verbal de la réunion européenne
à laquelle nous avons participé les 27, 28 et 29 août 1978.

... Les deux documents attestent de la volonté des militants et
des organisations qui ont participé à ces journées, pour faire de la
solidarité internationale un combat pratique et acharné contre la
répression d'oppression d'oppression.

... Les deux documents attestent de la volonté des militants et
des organisations qui ont participé à ces journées, pour faire de la
solidarité internationale un combat pratique et acharné contre la
répression d'oppression d'oppression.

PROCES-VERBAL DE LA REUNION EUROPEENNE - PARIS, 27 et 28 AOUT 1978

Les 27 et 28 Aout 1978, une réunion européenne s'est déroulée
à Paris. Des militants des organisations suivantes ont participé à
cette réunion :

IRLANDE : des militants de l'Irish Labour Party, du Socialist Labour
Party, des Trade-Union, du mouvement Républicain (Irish), de la
League for a Workers Republic pour la reconstruction de la Irlande.

ANGLETERRE : des militants du Labour Party, des Trade-Union, Bulletin
Group, British Committee for the reconstruction of the Irish International

ALLEMAGNE : (RFA et RDA) : des militants du SPD, du Syndicat de l'ensei-
gnement, de la IAK pour la reconstruction de la IVE internationale.

ETAT ESPAGNOL : des militants du PSOE, de l'UGT, du POU (Catalagne)
du Comité Catalan contre la constitution espagnole, de l'Asamblea
Nacional, du Euzkadi, de l'organisation Euzkadi International.

FRANCE : de l'Organisation communiste internationale (pour la
reconstruction de la IVE internationale), de la IVE internationale, de la IVE internationale.

ITALIE : du Collectif Operario portuense, du Port de Gênes, de la
militante du Comité d'organisation.

POLONGE : du Bulletin "Le Travail".

SUISSE : des militants du Parti Socialiste, des Jeunes Socialistes,

TCHECOSLOVAQUIE : de l'Opposition Socialiste Tchecoslovaque.

BELGIQUE : des militants du PSB, du groupe tchèque de Belgique.

ALGERIE : du Comité de liaison des (Jeunes Socialistes Algériens)

... a participé à la réunion.

... Les deux documents attestent de la volonté des militants et
des organisations qui ont participé à ces journées, pour faire de la
solidarité internationale un combat pratique et acharné contre la
répression d'oppression d'oppression.

... Les deux documents attestent de la volonté des militants et
des organisations qui ont participé à ces journées, pour faire de la
solidarité internationale un combat pratique et acharné contre la
répression d'oppression d'oppression.

COMITE d'ORGANISATION POUR LA

reconstruction de la Quatrième
Internationale

APPEL POUR LA CONFERENCE EUROPEENNE DES 27, 28 et 29 JANVIER 1979

--oOo--

Nous reproduisons le procès-verbal de la réunion européenne ainsi que l'appel des journées d'étude du 4. 5. 6 Août 1978 .

Ces deux documents attestent de la volonté des militants et organisations qui ont participé à ces journées, pour faire de la solidarité internationale un combat pratique et acharné contre la répression d'où qu'elle vienne .

PROCES-VERBAL DE LA REUNION EUROPEENNE - PARIS, 4 5 et 6 AOUT 1978

Les 4, 5 et 6 Août 1978, une réunion européenne s'est déroulée à Paris . Des militants des organisations suivantes ont participé à cette réunion :

IRLANDE : des militants de l'Irish Labour Party, du Socialist Labour Party, des Trade-Unions, du mouvement Républicain (Sinn Fein), de la league for a Workers Republic (pour la reconstruction de la IVEInter.

ANGLETERRE : des militants du Labour Party, des Trade-Unions, Bulletin Group, British Comitee for the reconstruction of the IVth International

ALLEMAGNE : (RFA et RDA) : des militants du SPD, du Syndicat de l'enseignement DGB, de IAK (pour la reconstruction de la IVE internationale).

ETAT ESPAGNOL: des militants du PSOE, de l'UGT, du POUM (Catalogne) du comité Catalan contre la constitution espagnole, de l'Esquerra National, du COAS, de l'organisation Cuarta Internacional .

FRANCE : de l'Organisation communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IVE Internationale).

ITALIE : du Colletivo Operaio portuale du Port de Gênes, PSI, de militants du Comité d'organisation .

POLOGNE : du Bulletin "Le Frelon"

SUISSE : de militants du Parti Socialiste, des Jeunesses Socialistes, du Groupe Trotskyste de Suisse .

TCHÉCOSLOVAQUIE: de l'Opposition Socialiste Tchécoslovaque

BELGIQUE : de militants du PSB , du groupe trotskyste de Belgique

- Un militant du CLTA (Comité de Liaison des Trotskystes Algériens) a participé à la réunion .
 - Certains des militants qui participaient à la réunion le faisaient à titre personnel, d'autres militants représentaient leurs organisations respectives .
- .../...

.../...

La délégation irlandaise a proposé que soit organisée une campagne internationale contre la répression. Cette proposition, la réunion européenne l'a fait sienne et a adopté l'appel ci-joint. L'amendement proposé par les représentants du Colletivo Operaio a été repoussé à l'unanimité moins deux voix. Les représentants du Colletivo Operaio n'ont pas contresigné l'appel.

Tous les participants de la réunion européenne ont adopté et contre signé une déclaration jointe exigeant le retrait des troupes britanniques et soviétiques d'Irlande et de Tchécoslovaquie. Ils se sont engagés à mener campagne dans leurs pays respectifs sur cette déclaration.

Ils ont adressés un télégramme unanime pour protester contre les poursuites engagées contre le militant catalan JORDI GIL, poursuivi pour "injure au drapeau".

Un débat s'est engagé sur les principaux problèmes posés par le combat des peuples opprimés pour l'indépendance nationale, conjoint au combat du prolétariat contre le capitalisme et la bureaucratie.

La réunion européenne propose que soit discutée la possibilité de convoquer une conférence européenne sur l'ordre du jour suivant :

1. Bilan de la campagne internationale contre la répression
2. La question nationale en Europe
3. Les élections au Parlement européen

Saisie d'une proposition de l'OCI d'organiser un meeting international contre la répression, vendredi 26 Janvier 1979, la réunion européenne propose qu'une conférence européenne soit convoquée les 27, 28 et 29 janvier 1979.

Proposition sera faite que soit établie, sous une forme à discuter, une coordination pour développer le combat international contre la répression et pour permettre de poursuivre les débats engagés.

JOURNEES D'ETUDES EUROPEENNES

Du 4 au 6 Août 1978, se sont tenues, à Paris, des journées internationales d'Etudes, au cours desquelles a été plus particulièrement discuté du rapport entre l'internationalisme prolétarien, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la lutte contre l'oppression et les libertés démocratiques.

En ce dixième anniversaire du "Printemps de Prague", de la grève générale française, de la campagne pour les droits civiques dans les six comtés d'Irlande, des participants n'ont pas manqué de souligner que la première internationale, l'association Internationale des travailleurs, s'est constituée à Londres, en 1864, à l'occasion d'un meeting international exigeant le droit du peuple à disposer de lui-même.

Parce qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre, c'est une impérieuse exigence de combattre pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre l'oppression nationale, que cette oppression vienne de l'impérialisme ou qu'elle vienne de ceux qui détiennent le pouvoir à Moscou.

La lutte séculaire du peuple irlandais et des peuples de Tchécoslovaquie pour leurs droits nationaux se rejoignent et font partie d'un même combat.

.../...

.../...

C'est pourquoi les participants aux journées internationales d'Etudes ont signé l'appel suivant (édité par Informations ouvrières, 37 rue du Fg St Denis, Paris 10°) :

NOUS, PARTICIPANTS A LA REUNION TENUE A PARIS LES 4,5 et 6 AOUT, A L'OCCASION DU 10^e ANNIVERSAIRE DU COMMENCEMENT DE LA CAMPAGNE POUR LES DROITS CIVIQUES DANS LES SIX COMTES D'IRLANDE ET DU 10^e ANNIVERSAIRE DE L'INVASION DE LA TCHECOSLOVAQUIE PAR LES ARMEES DU PACTE DE VARSOVIE, RECLAMONS LE RETRAIT IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DES TROUPES BRITANNIQUES D'IRLANDE ET DES TROUPES RUSSES DE TCHECOSLOVAQUIE ."

APPEL DE LA REUNION EUROPEENNE POUR L'ORGANISATION D'UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LA REPRESSION

Nous, militants du mouvement socialiste et démocratique, nous prenons note de l'appel lancé par des membres dirigeants du mouvement ouvrier irlandais pour une campagne internationale contre la répression en Irlande, appel qui déclare :

" Nous prenons l'initiative de lancer un appel au mouvement ouvrier et démocratique international . La classe ouvrière du Nord de l'Irlande traverse une fois encore une nouvelle période de misère dans la longue et triste histoire du peuple irlandais, comme en témoignent la mort récente par pendaison, dans les locaux de la police, de Brian MAGUIRE et les conditions inhumaines et intolérables qui existent dans le bloc H de la prison de LONG KESH où 300 prisonniers gisent nus dans des conditions d'hygiène effroyables .

" Nous attirons votre attention sur le fait qu'à la récente conférence du IRISH CONGRESS OF TRADE UNIONS, une résolution fut votée, demandant une "enquête publique au sujet de la mort de Brian MAGUIRE et des faits contenus dans le rapport d'AMNESTY INTERNATIONAL " .

" Nous, membres actifs du mouvement ouvrier, prenons l'initiative, en nous appuyant sur les traditions centenaires du mouvement ouvrier et démocratique, d'en appeler à celui-ci pour qu'il soutienne nos légitimes revendications :

" - nous demandons que la pleine lumière soit faite sur le sort du jeune militant syndicaliste Brian MAGUIRE , trouvé pendu dans sa cellule ;

" - nous demandons le rétablissement immédiat du statut de prisonnier politique pour les victimes de la répression, emprisonnées pour la lutte pour leurs idées ;

" - nous exigeons qu'il soit immédiatement mis fin à l'usage de la torture

" Nous savons que cet appel sera entendu . Nous le savons car le mouvement ouvrier et démocratique international comprend que nos revendications ne sont d'aucune manière dirigées contre la classe ouvrière britannique et ses organisations avec qui nos aspirations dans la lutte pour une vie meilleure et pour la liberté sont totalement liées. "

Nous faisons nôtres les exigences de cet appel .
Nous affirmons notre opposition à toute répression, partout dans le monde, et notre défense de toutes les victimes de la répression .

.../...

Nous affirmons le droit de la classe ouvrière à créer ses propres syndicats indépendants et des Etats et des partis, en soulignant, en particulier, le refus d'observer ce droit en Europe de l'Est et en URSS et nous condamnons les arrestations et la persécution de ceux qui organisent ces syndicats.

Nous condamnons la répression sauvage et le meurtre de ses opposants par le gouvernement Videla, en Argentine.

Nous nous élevons contre la répression qui s'étend à la plupart des pays du Continent Latino-Américain.

Nous nous adressons aux dirigeants du mouvement ouvrier international pour qu'il reprenne les revendications de l'appel des syndicalistes irlandais et pour qu'il soutienne les revendications suivantes :

- . Pour la libération de Jerry ADAMS, membre du ARD COMHAIRLE OF SINN FEIN, emprisonné sans procès, depuis 6 mois, dans le Nord de l'Irlande

- . Pour la libération immédiate de KLEBANOV et de ses camarades emprisonnés en URSS,

- . de Blazej WYSKOWSKI, syndicaliste polonais

- . de Ales MACHACEK, agronome,

- . de Jiri LEDERER, journaliste;

et de Miroslav CERNY, ouvrier, emprisonnés en Tchécoslovaquie.

- . Pour la libération immédiate de Rudolf BAHRO et Rolf MAINZ, emprisonnés en DDR et pour la fin des mesures contre Robert HAVEMANN.

- . Pour la libération immédiate de MASSERA, dirigeant du Parti communiste Uruguaien

- . Pour la libération immédiate de H.ACHOUR, secrétaire Général de l'UGTT

- . Pour la libération immédiate de Jan SIMSA, pasteur, dont la vie est menacée du fait d'une longue détention en Tchécoslovaquie

- . Pour un changement des conditions de détention en Tchécoslovaquie pour que celles-ci soient conformes aux conventions internationales et à la loi tchécoslovaque, elle-même

- . Pour qu'il soit mis fin aux arrestations arbitraires, à la détention à la persécution et aux licenciements de tous ceux dont les idées diffèrent de celles du pouvoir.

- . Pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques d'Euskadi, de la nation catalane et du reste de l'Etat espagnol ;

- . Pour l'annulation du procès militaire contre " ELS JOGLARS", groupe catalan condamné par un conseil de guerre à cause de la représentation d'une pièce de théâtre, ainsi que l'immédiate libération des 4 emprisonnés et le retour d'Albert BOADELLA, aujourd'hui en exil.

- . Nous exigeons aussi la liberté de l'acteur SAGASATE, d'Euskadi, emprisonné dans les mêmes conditions

- . Nous protestons contre le fait que le gouvernement français refuse l'asile politique aux militants basques, nous réclamons la libération de Vincente ADDALUR, emprisonné par le gouvernement français.

.../...

- Pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique à tous ceux qui sont condamnés ou inculpés au nom d'articles traitant des "crimes contre l'Etat", en Europe de l'Est.

Nous, militants du mouvement ouvrier et démocratique, décidons d'introduire cette campagne au sein du mouvement ouvrier de nos pays de mobiliser travailleurs, jeunes et militants, pour qu'ils soutiennent ces exigences.

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-